





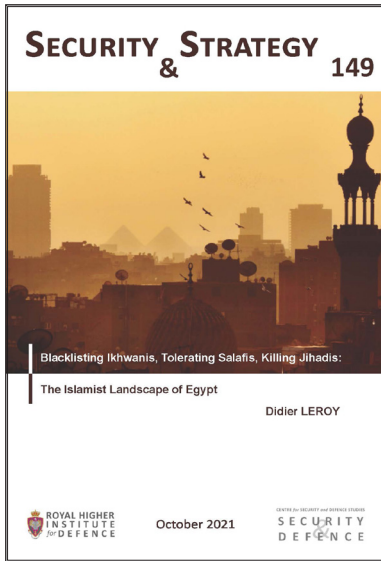
Sécurité & Stratégie 148

La Belgique et le multilatéralisme en Afrique : entre rhétorique et pratique

Myrto HATZIGEORGOPOULOS

Pays fondateur de divers organismes internationaux, la Belgique se veut un partenaire « fiable, faisant preuve de sérieux et de solidarité », qui participe activement aux efforts des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. L’Afrique, et l’Afrique centrale en particulier, se trouve historiquement au cœur des intérêts politiques et privés de la Belgique. L’Afrique est également devenue depuis la fin de la guerre froide l’épicentre des opérations multilatérales de maintien de la paix : elle concentre non seulement le plus grand nombre d’opérations – tant des Nations Unies et de l’Union européenne que d’organisations régionales –, mais également les opérations les plus importantes en matière de personnel déployé. Près de septante-cinq ans après l’élection de Paul-Henri Spaak, alors ministre des Affaires étrangères de Belgique, en tant que premier président de l’Assemblée générale des Nations Unies, qu’en est-il des contributions belges aux initiatives multilatérales sur le continent noir ?

Security & Strategy 149



Blacklisting Ikhwanis, Tolerating Salafis, Killing Jihadis: The Islamist Landscape of Egypt

Didier LEROY

Across the last decades, the Islamist landscape of Egypt has split between different streams: categorised as Muslim Brothers (also referred to as “Ikhwanis”), Salafis and Jihadis. While this study outlines the most salient features of the Ikhwani and Salafi ideological brands and summarises their respective trajectories through time, it also addresses their contradictory connections with violent Jihadism. The diachrony of events has led to highlighting two well-documented ongoing processes in President Al-Sisi’s Egypt: an unprecedented repression campaign against the Muslim Brotherhood on the one hand, and the partial co-optation of politicised Salafis on the other. It has also allowed to bring out another two-pronged pattern, opposing an all-out war against violent – Jihadi and non-Jihadi – actors (dubbed as khawarij, or “outlaws” having left Islam), and the promotion of Azhari Islam (considered “lawful” and moderate). This subtle framing mechanism at work projects a deceiving image of contemporary Egypt abroad, both maximising the reassuring feelings that come with any “campaign against terror” and downplaying the chilling reality that authoritarian rule and security challenges are proliferating at an alarming speed in the ancient land of the pharaohs.



**La lutte euro-atlantique
contre la désinformation :
état des lieux et défis à relever
pour la Belgique**

Estelle HOORICKX

Depuis le début des années 2010, la communauté euro-atlantique manifeste une préoccupation croissante pour la désinformation en ligne endogène ou exogène produite par des acteurs privés ou publics dans le cadre d'élections ou d'« ingérences hybrides ». Avec la crise de la Covid-19, l'UE et l'OTAN ont pris conscience de l'extrême dangerosité de la désinformation en période de crise aiguë. Concrètement, la pandémie constitue un terreau idéal pour la diffusion de fausses allégations, de théories conspirationnistes, de discours haineux illicites, de cyberharcèlement et de campagnes de désinformation ciblées concernant la Covid-19 en provenance de pays tiers. L'UE et l'OTAN craignent également que les campagnes de désinformation liées à la pandémie, ainsi que les conséquences sociales et économiques qu'elles peuvent entraîner, n'aggravent les tensions dans les zones en proie aux conflits et particulièrement touchées par la crise sanitaire.

L'UE et l'OTAN se sont dès lors engagées à développer, chacune de leur côté mais en coopération, une stratégie cohérente dans la lutte contre les campagnes hybrides et contre la désinformation en particulier. Les défis restent pourtant énormes. Nos démocraties libérales s'organisent pour faire face aux défis posés par les manipulations de l'information. Malgré les déclarations gouvernementales cependant, la Belgique fait partie des États qui restent à la traîne dans ce domaine.